

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC
Dossier n°2025-34-PC

Marseille, le

E 2 JUL. 2025

**Arrêté n°2025-34-PC fixant des prescriptions complémentaires à la société PROVENCE
ENROBES applicables à sa centrale d'enrobage, sise 1 avenue Robert Roche à Gignac-la-Nerthe**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R.181-46 et R.512-46-22 ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration sous la rubrique n°2515 : « broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels » ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n°2517 : « station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines ICPE soumises à déclaration (rubrique n°4801) ;

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 de la nomenclature des ICPE – enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') ;

VU l'arrêté préfectoral n°92-162/67-1190-A du 9 novembre 1992 autorisant la société PROVENCE ENROBES à exploiter une installation d'enrobage sur la commune de Gignac-la-Nerthe ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014-442-PC du 18 mars 2015 imposant des prescriptions complémentaires à la société PROVENCE ENROBES dans le cadre de modifications des conditions d'exploitation du site de Gignac-la-Nerthe ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025-34-K/K du 17 mars 2025 portant décision après examen au cas par cas prise en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement sur la demande présentée par la société PROVENCE ENROBES pour sa centrale d'enrobage, sise 1 avenue Robert Roche à Gignac-la-Nerthe ;

VU le dossier de porter à connaissance transmis le 9 juillet 2024, complété les 2 octobre et 29 novembre 2024, par la société PROVENCE ENROBES relatif aux modifications des conditions d'exploitation du site, et notamment les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel 9 avril 2019 susvisé ;

VU l'avis du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône du 22 octobre 2024 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 21 mai 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société PROVENCE ENROBES est régulièrement autorisée à exploiter une installation d'enrobage, sise ZA des Aiguilles, 1 avenue Robert Roche à Gignac-la-Nerthe ;

CONSIDÉRANT que la société a porté à la connaissance du préfet un projet de modification consistant en la modernisation de son outil de production afin d'augmenter sa capacité de recyclage, réduire les consommations énergétiques et fabriquer des produits bas carbone ;

CONSIDÉRANT que ce projet se traduit notamment par la déconstruction de la tour de malaxage de 50 mètres de hauteur, le remplacement du tambour sécheur, du malaxeur et du filtre à manches, des doseurs de granulats et de la tour de stockage d'enrobés ; que la nouvelle structure s'élèvera à une hauteur maximale de 24 mètres ;

CONSIDÉRANT que par décision prise par l'arrêté préfectoral n°2025-34-K/K du 17 mars 2025, ce projet de modernisation n'est pas soumis à évaluation environnementale, qu'il ne présente pas un caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce projet n'entraîne pas d'impact notable supplémentaire sur l'air, les émissions sonores, la consommation et les rejets d'eau, et qu'il sera de nature à améliorer l'impact visuel des constructions dans le paysage ;

CONSIDÉRANT que durant la période transitoire des travaux d'aménagement de la future installation d'enrobés, une centrale temporaire mobile sera installée répondant aux exigences des arrêtés ministériels précités ;

CONSIDÉRANT que pour les installations existantes, les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521, sont applicables, sous conditions, aux installations pour lesquelles les exploitants en font la demande ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de ce projet, la société sollicite un déclassement du site du régime de l'autorisation environnementale vers celui de l'enregistrement, et demande à être soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT en outre, que cette opération ne modifie pas les seuils de classement des activités soumises à déclaration au titre des rubriques 4801-2, 2515-1 et 2517-2 ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 6 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observations transmises par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral communiqué ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à la société PROVENCE ENROBES afin d'encadrer son projet de modification et mettre à jour la situation administrative de sa centrale d'enrobage classée sous le régime de l'enregistrement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

L'installation de centrale d'enrobage, sise ZA des Aiguilles, 1 avenue Robert Roche - 13180 Gignac-la-Nerthe, de la société PROVENCE ENROBES, dont le siège social est situé à la même adresse, est enregistrée.

ARTICLE 1.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

N° rubrique	Installations et activités concernées	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2521-1	Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') 1. A chaud	Centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers de capacité 400t/h et de puissance thermique maximale 25 MW	E
4801-2	Dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Capacité de stockage 5x80 t + 1x60 t + 1x35 t soit 495 t	D
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2 La puissance des installations étant b) Supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	Puissance de l'installation mobile : 190 kW	D

N° rubrique	Installations et activités concernées	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Station de transit des matériaux de 9 000 m ²	D

E (enregistrement), D (déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ou NC (non classé).

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 1.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles	Section
Gignac-la-Nerthe	196, 193, 190, 188, 186, 174, 177, 180, 108, 183	AD

Un extrait de plan cadastral est présenté en annexe du présent arrêté.

Les installations mentionnées à l'article 1.2. du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- des zones de stockage des granulats et agrégats d'enrobés d'une surface de 9000 m²
- un silo de stockage des filler d'une capacité de 50 t
- un silo de stockage des oxydes de fer de 40 m³
- 8 trémies de prédosage des granulats vierges d'une capacité unitaire de 15 m³
- 3 trémies de prédosage des agrégats d'enrobés d'une capacité unitaire de 11 m³
- 2 tambours sécheurs au gaz ne fonctionnant en aucun cas simultanément (un tambour TSX 28 d'une puissance thermique de 25 MW et un tambour sécheur TSC 18 d'une puissance thermique de 9 MW)
- un malaxeur
- un parc à liants de 495 tonnes constitué de :
 - 5 cuves de stockage de bitume noir (5 x 80 tonnes)
 - 1 double de cuve de liant clair (2 x 30 tonnes)
 - 1 cuve de stockage d'émulsion (35 tonnes)
- 9 silos de stockage des enrobés (4 x 125 t, 4 x 62,5 t et 1 x 19 t)
- une cuve de GNR de 20 m³
- une cheminée culminant à 24 mètres

- une cabine de commande
- matériel roulant : un chargeur à godet et 1 petit élévateur à fourche type manuscopique
- matériel de levage : un pont roulant et un palan électrique
- un pont bascule
- un bâtiment à usage d'atelier
- un bâtiment de stockage

ARTICLE 1.5. RÉGLEMENTATION

ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 de la nomenclature des ICPE – enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') ;
- arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines ICPE soumises à déclaration (rubrique n°4801) ;
- arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n°2515: « broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ».

ARTICLE 1.5.2. PROCÉDURE APPLICABLE

L'établissement n'est plus soumis au régime de l'autorisation, ni aux règles de procédures correspondantes.

Le site est désormais soumis aux règles de procédure correspondant au régime de l'enregistrement. Le régime des installations est celui de l'enregistrement.

Les dispositions des arrêtés préfectoraux des 9 novembre 1992 et 18 mars 2015 susvisés, cessent de produire leur effet et sont remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles des articles 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DE PRESCRIPTIONS

Pour la protection des intérêts protégés, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées ou renforcées par celles des articles 2.1 à 2.3 ci-après.

ARTICLE 2.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

En lieu et place des dispositions des articles 5.1 et 5.2 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

L'alimentation en eau brute pour l'exploitation du site se fait par le réseau d'eau de la société du canal de Provence (SCP). La consommation d'eau journalière est limitée à 100 m³/j, exception faite des jours des tests du poteau incendie où cette limite pourra être dépassée.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

Le raccordement au réseau de la SCP est muni d'un dispositif de protection (système de disconnexion) visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.

ARTICLE 2.2. LOCALISATION DES POINTS DE REJET D'EAU PLUVIALE

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet interne vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents Exutoire de rejet Traitement avant rejet	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées Réseau pluvial Décanteur et séparateur à hydrocarbures

ARTICLE 2.3. PRÉVENTION DU RISQUE INCENDIE

En complément des prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au site, l'exploitant doit respecter les mesures décrites dans son dossier, ainsi que :

- en lien avec la hauteur des bâtiments, s'assurer que la voie engin périphérique possède les caractéristiques des voies échelles ;
- mettre à jour le plan de défense incendie et en adresser une copie au service départemental d'incendie et de secours.

Toutes les dispositions doivent être prises pour collecter et récupérer les eaux d'incendie afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

En cas de confinement de tout ou partie de ces eaux au sein du réseau d'eau pluvial, celui-ci doit être muni d'une vanne permettant son isolement. Une consigne relative à la fermeture de la vanne en cas d'incendie doit être élaborée, affichée dans les locaux et communiquée auprès du personnel.

ARTICLE 3. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA CENTRALE MOBILE TEMPORAIRE

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées ou renforcées pour ce qui concerne la période transitoire (travaux d'aménagement de la future centrale d'enrobés) durant laquelle une centrale mobile temporaire permettra le maintien d'activité sur le site.

L'organisation, les conditions et la nature des matières stockées, et les dispositions relatives à l'exploitation de la centrale d'enrobés temporaire sont réalisées conformément aux informations, plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance du 9 juillet 2024 déposé par l'exploitant.

ARTICLE 3.1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS TEMPORAIRES UTILISÉES

La centrale mobile temporaire est aménagée durant la période transitoire correspondant aux travaux réalisés entre le démantèlement de l'ancienne centrale et la mise en service de la nouvelle centrale d'enrobés.

La centrale d'enrobage temporaire sera installée au Sud-Ouest de la plateforme au niveau de la zone dédiée au transit des agrégats d'enrobés, et sera constituée des éléments suivants :

- un parc à liants composé de 2 conteneurs maritimes de 48 t de bitume réchauffés électriquement
- 4 trémies doseuses de capacités unitaires de 3,7 m³ soit 14,8 m³
- un tambour comportant 4 zones :
 - zone de séchage
 - zone de combustion, assurée par un brûleur de puissance thermique de 7 MW
 - zone de traitement des recyclés
 - zone de malaxage
- une cuve de fioul domestique de 15 m³ alimentant le brûleur
- un dépoussiéreur
- 2 silos de stockage des enrobés finis de 30 t chacun

ARTICLE 3.2. DURÉE DES INSTALLATIONS TEMPORAIRES

L'installation temporaire fonctionnera jusqu'à la mise en service de la nouvelle centrale d'enrobage fixe. Aucun fonctionnement simultané des deux centrales ne pourra être réalisé.

Après mise en service de la centrale d'enrobage fixe, l'exploitant procédera au démantèlement des installations temporaires listées à l'article 3.1.

ARTICLE 3.3. CONTRÔLE DES REJETS

Durant la période d'exploitation de la centrale temporaire, l'exploitant procède au contrôle de ses rejets dans l'air et dans l'eau (eaux pluviales) afin de s'assurer de leur conformité aux valeurs limites d'émission précisées dans l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé.

ARTICLE 3.4. PARC À LIANT

Durant la période d'exploitation de la centrale temporaire, les cuves du parc à liants de la centrale principale sont maintenues vides.

ARTICLE 3.5. PRÉVENTION DU RISQUE INCENDIE RELATIVE À LA CENTRALE TEMPORAIRE

En complément des prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au site, l'exploitant devra respecter les mesures décrites dans son dossier, ainsi que :

- la création d'un accès depuis l'avenue Paul Chêne vers l'installation temporaire ;
- assurer l'accessibilité à l'installation mobile aux services de secours extérieurs par une voie engin permettant la circulation sur la périphérie complète de l'installation temporaire ;
- prévoir des moyens internes de secours adaptés pour lutter contre un incendie sur l'installation temporaire ;
- prévoir des mesures organisationnelles afin de garantir le passage des engins de secours des accès au site vers l'installation temporaire.

ARTICLE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION – VOIES DE RECOURS

ARTICLE 4.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4.2. INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gignac-la-Nerthe et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

« 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 4.4. EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Istres,
- Le maire de Gignac-la-Nerthe,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Le directeur départemental des territoires et de la mer,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

**Annexe de l'arrêté n°2025-34-PC fixant des prescriptions complémentaires à la société
PROVENCE ENROBES applicables à sa centrale d'enrobage, sise 1 avenue Robert Roche à
Gignac-la-Nerthe du**

2 JUL. 2025



Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe

Marie-Pervenche PLAZA

